

LES TIBÉTAINS DU MONDE ENTIER COMMÉMORENT LE 60^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT TIBÉTAIN

LE 10 MARS 2019, LES TIBÉTAINS ONT CÉLÉBRÉ DANS LE MONDE ENTIER L'ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT NATIONAL TIBÉTAIN DE 1959 À LHASSA.



Cet anniversaire revêt une signification particulière cette année, alors que 2019 marque la soixantième année d'exil – presque toute une vie – pour le Dalaï-Lama et les nombreux Tibétains qui ont fui leur patrie suite à la répression brutale du soulèvement contre l'occupation chinoise.

Des Tibétains en exil et des militants de la cause tibétaine se sont mobilisés en nombre à travers le monde pour commémorer l'événement, notamment aux États-Unis, au Japon, à Taïwan, en Australie et en Inde, ainsi que dans plusieurs villes européennes, dont Bruxelles (voir ci-dessous). Le 10 mars, de

nombreuses villes ont également décidé de hisser le drapeau tibétain en signe de soutien.

À Dharamsala, le gouvernement tibétain en exil a invité plusieurs intellectuels, dirigeants et parlementaires étrangers – dont l'ancien président de la République du Botswana Seretse Khama Ian Khama et le président de l'intergroupe Tibet au Parlement européen, Thomas Mann – à une cérémonie commémorative, lors de laquelle le président du gouvernement tibétain en exil, Lobsang Sangay, a répété que les Tibétains continueraient leur résistance jusqu'à ce que la question du Tibet soit résolue.



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Les Tibétains du monde entier commémorent le 60^{ème} anniversaire du soulèvement tibétain
- 2 4^{ème} rassemblement européen de solidarité avec le Tibet à Bruxelles
- 3 La Chine fait totalement fi de sa persécution des Tibétains dans sa réponse à l'Examen périodique universel
- 4 Un nouveau camp d'entraînement pour les cadres du Parti au Tibet
- 5 Conférence au Parlement européen sur les camps de rééducation chinois
- 6 Le point sur les prisonniers politiques
- 7 Des parlementaires de l'Union européenne réclament un accès libre au Tibet
- 8 Suggestion de lecture
- 9 Événements à venir

Au Tibet, les contrôles ont été renforcés à l'approche de cet anniversaire. La Chine a à tout prix voulu éviter que la situation de mars 2008 ne se répète, lorsqu'aux alentours du 10 mars, une vague de protestation sans

> SUITE PAGE 2



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

précédent sur le plateau tibétain avait attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation. La Région autonome du Tibet a ainsi été [fermée aux touristes étrangers pendant une période inhabituellement longue](#), du 30 janvier au 1er avril. Les Tibétains ont par ailleurs fait l'objet d'une surveillance accrue en amont de la journée du 10 mars. Radio Free Asia a fait savoir que les autorités locales avaient par exemple [interdit aux Tibétains vivant dans un comté de la préfecture autonome tibétaine de Kardze \(en chinois, Ganzi\), dans le Sichuan, de voyager](#) jusqu'au 10 mars, leur ordonnant de rester chez eux ce jour-là. La surveillance des pèlerins des régions tibétaines orientales du Kham et de l'Amdo s'est [intensifiée](#) et des agents de sécurité chinois en uniforme et en civil ont été déployés pour garder toutes les zones à proximité du Barkhor et du Palais du Potala. Lors d'une conférence de presse à Pékin, le secrétaire du parti responsable de la Région autonome du Tibet, Wu Yingjie, a confirmé la position implacable du Parti communiste à l'égard du Dalaï-Lama, déclarant que ce dernier n'avait « rien fait de positif » pour la région depuis son départ en exil 60 ans plus tôt.

ICT s'est joint aux Tibétains en exil pour commémorer le soulèvement dans plusieurs villes, et a saisi cette occasion pour rendre hommage à la ténacité, au courage et à la détermination du peuple tibétain qui, en dépit d'immenses difficultés, continue de résister pacifiquement à l'oppression chinoise et redouble d'efforts et de sacrifices pour préserver et promouvoir son identité, sa culture, sa langue et ses traditions.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [Déclaration d'ICT à l'occasion du 60ème anniversaire du soulèvement tibétain](#)
- [Déclaration du président de l'Administration centrale tibétaine à l'occasion du 60ème anniversaire du soulèvement national tibétain](#)



Dans un [entretien](#) publié dans le magazine *TIME*, le Dalaï-Lama revient sur sa vie passée loin de son Tibet natal. Photo: Ruven Afanador pour le *TIME*.

4^{ÈME} RASSEMBLEMENT EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC LE TIBET À BRUXELLES

LE 10 MARS, ENVIRON 3500 TIBÉTAINS ET SYMPATHISANTS DE LA CAUSE TIBÉTAINE ISSUS DE TOUTE L'EUROPE SE SONT RÉUNIS À BRUXELLES POUR UNE GRANDE MARCHÉ, AFIN DE MARQUER LE 60^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT NATIONAL TIBÉTAINE.



Lors de cette marche dans les rues de la capitale européenne, les participants ont bravé les rafales de vent pour sensibiliser la population aux souffrances que continue d'endurer le peuple tibétain et appeler l'Europe à renouveler son soutien contre les violations des droits de l'homme commises par la Chine au Tibet.

Ils se sont ensuite rassemblés au Mont des Arts pour un programme bien chargé, avec des discours prononcés par le ministre de l'Intérieur de l'Administration centrale tibétaine, des parlementaires européens et nationaux et des ONG. L'ancien prisonnier politique Dhondup Wangchen, qui se trouve en Europe pour la première fois, a également participé à cet événement. Il a insisté sur l'importance du soutien de la communauté internationale, qui a contribué à sa libération et à celle de très nombreux autres prisonniers politiques. Des enfants tibétains et un groupe de femmes tibétaines des « Drapchi Singing Nuns » ont exalté le public avec des chansons magnifiques et émouvantes.

[Cliquez sur l'image pour visionner une brève vidéo du rassemblement!](#)

Un album photo peut également être consulté [ici](#).

LA CHINE FAIT TOTALEMENT FI DE SA PERSÉCUTION DES TIBÉTAINS DANS SA RÉPONSE À L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

LORS DE SA 40^{ÈME} SESSION ORDINAIRE À GENÈVE, LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU A ADOPTÉ LE RAPPORT FINAL DU TROISIÈME EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU) DE LA CHINE, QUI S'EST DÉROULÉ LE 6 NOVEMBRE DE L'ANNÉE DERNIÈRE. DE PAR SON COMPORTEMENT, LA CHINE A VILIPENDÉ LE MÉCANISME IMPORTANT QU'EST L'EPU ET MONTRÉ QU'ELLE N'AVAIT AUCUNEMENT L'INTENTION DE RESPECTER LES PRINCIPES INTERNATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME.

Le 14 mars, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a examiné la réponse de la Chine aux quelque 350 recommandations que le pays avait reçues de la part des États membres et observateurs dans le cadre de l'EPU. Ces recommandations portaient notamment sur la liberté de religion, le respect des droits des Tibétains et des Ouïghours, ainsi que la libération de plusieurs défenseurs des droits de l'homme.

Sans surprise, la Chine a accepté les recommandations qui saluaient et blanchissaient ses politiques, et elle a rejeté celles qui appelaient à des améliorations dans les domaines de l'état de droit et des libertés d'expression, de réunion, d'association et de religion. Le gouvernement chinois a par ailleurs tout simplement refusé de permettre aux experts de l'ONU d'accéder librement au pays, ce qui traduit sa position agressive sur l'accès à des régions telles que le Tibet et le Xinjiang (une région que les Ouïghours appellent le Turkestan oriental).

Plus cynique encore, le pays a déclaré sans détour qu'il accepterait certaines des recommandations, et que d'autres, telles que celles appelant à la protection de la liberté de religion, étaient « déjà mises en œuvre »



« La population tibétaine est libre et heureuse », a déclaré la délégation chinoise lors du débat sur les résultats de l'EPU, niant ainsi ouvertement la crise des droits de l'homme au Tibet.
Photo : Télévision en ligne des Nations Unies

et que « tous ses citoyens sont égaux devant la loi », un véritable affront pour les victimes de la répression chinoise.

Les Tibétains vivant au Tibet n'ont pas eu l'occasion de contribuer librement à cet EPU. Lors de l'adoption du rapport le 14 mars, la Chine a également exhibé plusieurs de ses ONG gouvernementales (des organisations qui ont le statut d'ONG mais qui dépendent en réalité du gouvernement), qui ont prononcé des déclarations faisant l'éloge des résultats obtenus par la Chine dans le domaine des droits de l'homme.

Kai Müller d'ICT s'est exprimé au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights et a rétabli la vérité sur la situation déplorable des droits de l'homme au Tibet. « *Nous nous inquiétons des politiques répressives dont font actuellement l'objet les Tibétains et qui, au vu des réponses apportées par le gouvernement chinois, ne sont pas prêtes d'être révisées* », a-t-il déclaré. « *Il s'agit d'une menace non seulement pour les Tibétains, mais aussi pour les principes internationaux*

des droits de l'homme et la crédibilité du système de protection des droits de l'homme dans son ensemble. » En outre, lors des déclarations prononcées au titre du point 4 de l'ordre du jour, certains États et organisations, dont l'Union européenne, l'Allemagne et la France, ont appelé la Chine à respecter ses obligations nationales et internationales.

Le gouvernement chinois a de nouveau fait montre d'une attitude peu coopérative lors d'un [événement](#) organisé en marge de cette session du Conseil des droits de l'homme, lorsqu'un diplomate chinois a tenté de réduire au silence les orateurs tibétains en exil, dont faisait partie l'ancien prisonnier politique et défenseur des droits de l'homme Dhondup Wangchen. Le représentant de Pékin a finalement été escorté hors de la salle par le service de sécurité de l'ONU.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [Rapport du Groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel](#)

UN NOUVEAU CAMP D'ENTRAÎNEMENT POUR LES CADRES DU PARTI AU TIBET

SIGNE INQUIÉTANT DE LA VOLONTÉ DE XI JINPING D'IMPOSER UN CONTRÔLE IDÉOLOGIQUE TOTAL ET DE RENFORCER LA RÉPRESSION AU TIBET, LES MÉDIAS D'ÉTAT CHINOIS ONT ANNONCÉ L'OUVERTURE D'UN NOUVEAU CAMP D'ENTRAÎNEMENT AU TIBET, DONT L'OBJECTIF EST DE « CORRIGER » ET DE MODELER LA PENSÉE DES CADRES DU PARTI CHARGÉS DE L'« ÉDUCATION » POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ TIBÉTAINE AU SENS LARGE.



Cette image tirée des médias d'État chinois montre ce à quoi ressemblera le Palais de la jeunesse tibétaine une fois terminé. Cet établissement voué à faire l'« éducation politique » des jeunes Tibétains ouvrira normalement ses portes à Lhasa en mai 2019. Il comprend un terrain de football et ce qui ressemble à des bâtiments destinés aux formations, voire à des séjours résidentiels. On peut également apercevoir un podium et une scène.

Ce nouveau « camp d'éducation politique », situé à Shigatse, a pour but de fournir une formation idéologique à certains des milliers de cadres du Parti qui ont été déployés à travers le Tibet ces dernières années dans les habitations privées, les monastères et les écoles, conformément au programme du dirigeant chinois, Xi Jinping, dont l'objectif est de renforcer son emprise sur la région. Les médias d'État chinois expliquent qu'il est important non seulement que les cadres du parti changent d'attitude, en récitant les slogans du Parti par exemple, mais aussi qu'ils opèrent une réorientation idéologique

complète. Cette décision reflète l'approche actuelle de sécurisation, combinée aux tentatives plus musclées de remodeler la pensée politique tibétaine, l'objectif officiel étant de « briser l'héritage, les racines, les liens et les origines » des Ouïghours et des Tibétains.

Hisser le drapeau rouge du Parti et chanter l'hymne national feront partie des activités quotidiennes, et il est souligné dans l'article que ce centre aura une fonction idéologique pour « lutter contre la sécession ». La nature répressive de l'établissement ne fait aucun

doute, avec des références à une discipline et une direction « paramilitaires » pour garantir le respect des règles. Les médias d'État évoquent également l'élément punitif de l'« auto-critique » et la nécessité de « corriger le mode de pensée de la population ». Les formations dispensées dans ce centre ciblent les convictions politiques personnelles des individus et rappellent la nécessité de se conformer à la politique du Parti, mais elles touchent également à leur vie privée, ce qui cadre bien avec l'imposition systématique et plus intrusive de stratégies d'« éducation patriotique » au Tibet ces dernières années. Les médias d'État chinois ont par ailleurs annoncé la création d'un grand « Palais de la jeunesse tibétaine » à Lhasa, dont l'ouverture est prévue en mai 2019. Il s'agit là d'un autre exemple de l'institutionnalisation du processus de « rééducation » politique. Un article dans la presse officielle précise qu'il s'agira d'« un endroit important pour réaliser des activités périscolaires, recevoir en héritage la culture traditionnelle et renforcer l'éducation patriotique, au travers de la mise à disposition d'un espace scientifique, culturel et artistique avec des caractéristiques ethniques pour les jeunes de l'ensemble de la Région autonome du Tibet dans le sud-ouest de la Chine ».

CONFÉRENCE AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LES CAMPS DE RÉÉDUCATION CHINOIS

LE 19 MARS, UNE CONFÉRENCE S'EST TENUE AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LES CAMPS DE RÉÉDUCATION CHINOIS ET LA PERSÉCUTION DE GROUPES ETHNIQUES ET RELIGIEUX TELS QUE LES OUIGHOURS ET LES TIBÉTAINS.



Organisé sous l'égide de l'eurodéputé Thomas Mann, cet événement avait pour but de débattre de l'évolution de la situation dans la Région autonome du Xinjiang, où des millions d'Ouïghours musulmans sont actuellement détenus dans des «camps de rééducation». L'objectif était également de réfléchir à la manière dont l'Union européenne pourrait répondre à cette crise des droits de l'homme.

Les intervenants du premier panel – notamment le président du Congrès mondial ouïghour, Dolkun Isa, l'universitaire Vanessa Frangville, la journaliste Ursula Gauthier et un membre du conseil d'administration de l'International Society for Human Rights, Man-Yan Ng – ont partagé leur analyse de la situation actuelle. Ils ont rappelé la longue tradition chinoise de contrôle et de persécution de ses citoyens, et expliqué que la situation au Xinjiang (le Turkestan oriental pour les Ouïghours) s'apparentait à un génocide culturel. Vincent Metten, directeur des politiques européennes pour International Campaign for Tibet, a établi

un parallèle avec la situation au Tibet. En effet, le secrétaire du parti actuellement en charge du Xinjiang, Chen Quanguo, était précédemment en poste au Tibet, où il a mis au point ses instruments de contrôle et de surveillance, et où de nombreux Tibétains sont également la cible de campagnes de «rééducation politique».

Les membres du deuxième panel – l'eurodéputé Bas Belder, l'ancien président du Comité économique et social européen Henri Malosse, la sinologue Marie Holzman, et la directrice adjointe de l'ONG Human Rights Without Frontiers, Lea Perekrests – ont formulé une série de recommandations destinées à l'Union européenne et à ses États membres pour répondre à la détresse des Ouïghours. Ils recommandent notamment de protéger les réfugiés ouïghours en Europe contre les expulsions forcées vers la Chine et de signifier clairement à la Chine que l'établissement du partenariat solide avec l'UE auquel elle aspire est subordonné au respect des droits de ses populations.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES LODOE GYATSO



Selon des informations recueillies par le Tibetan Center for Democracy and Human Rights (TCHRD), Lodo Gyatso – un ancien prisonnier politique à nouveau

placé en détention l'année dernière – et son épouse auraient été condamnés en secret en 2018 à 18 ans et deux ans de prison respectivement dans le comté de Sog (en chinois : Suo), préfecture de Nagchu (en chinois : Naqu), Région autonome du Tibet, dans la province tibétaine de Kham.

Comme l'avait déjà rapporté ICT (voir Tibet Brief, édition 63 de mars 2018), Lodo Gyatso, 57 ans, avait été placé en détention le 28 janvier 2018 après avoir manifesté en solitaire devant le Palais du Potala à Lhassa. Avant cette manifestation, il avait annoncé dans une vidéo filmée par sa femme, Gyaki, qu'il prévoyait de manifester en faveur de la paix dans le monde. Il y décrivait son action comme s'inscrivant dans une longue campagne de protestation tibétaine non violente.

Il est précisé dans l'article du TCHRD que les informations relatives à la condamnation du couple ont été communiquées à des sources situées au Tibet en novembre 2018, bien que la date exacte et les chefs d'accusation restent à déterminer. Rien n'est dit sur leur état de santé et l'endroit où ils se trouvent actuellement, mais sur la base des informations disponibles, le TCHRD a confirmé que Lodo Gyatso était en détention secrète depuis janvier 2018. La date exacte du placement en détention de Gakyi ne peut être confirmée pour l'instant, mais l'on sait qu'elle a elle aussi été placée en détention au secret, puis emprisonnée pour deux ans.

«Le poids du secret qui entoure cette affaire est choquant et profondément bouleversant, lorsqu'un militant pacifique se voit condamner à une si lourde peine pour avoir simplement exprimé son point de vue», a déclaré la directrice exécutive du TCHRD, Tsering Tsomo.

DES PARLEMENTAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE RÉCLAMENT UN ACCÈS LIBRE AU TIBET

DANS UNE TRIBUNE PUBLIÉE LE 14 MARS, UN GROUPE DE PARLEMENTAIRES ISSUS DE DIFFÉRENTS PARTIS DE L'UE ET DE PAYS EUROPÉENS ONT RÉCLAMÉ UN ACCÈS LIBRE AU TIBET POUR LES CITOYENS EUROPÉENS, AU VU DE LA NÉCESSITÉ D'INSTITUER UNE RELATION PLUS ÉQUILIBRÉE AVEC LA CHINE, AU-DELÀ DES ÉCHANGES COMMERCIAUX.

Dans cette tribune, publiée sur EURACTIV et dans le journal français L'Obs, les 35 signataires expliquent que si l'isolement actuel de la région permet à la Chine de continuer à violer les droits des Tibétains en toute impunité, il représente aussi une menace à terme pour les valeurs et les droits européens, dont la Chine tire d'ailleurs avantage.

Évoquant les avancées obtenues dans ce contexte aux États-Unis – où une loi sur l'accès réciproque au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act) a été adoptée à la fin de l'année

dernière – ils écrivent : « C'est désormais à nous, Européens, qu'il incombe de trouver des moyens concrets de rééquilibrer notre relation avec la Chine, non seulement dans le domaine commercial, mais aussi dans celui du respect de droits fondamentaux, tels que la liberté de mouvement et la liberté de la presse. Exiger l'accès au Tibet devrait constituer une première étape concrète dans cette direction. Notre inaction empêcherait non seulement le peuple tibétain d'obtenir justice, mais elle donnerait également le feu vert à la Chine pour continuer de manipuler nos sociétés et, à terme, restreindre les droits

et les libertés qui constituent les fondements mêmes de nos démocraties. »

ICT saisit cette occasion pour remercier les signataires de cette tribune qui vient à point nommé, alors que la Région autonome du Tibet a de nouveau été fermée aux étrangers cette année, à l'approche de l'anniversaire du soulèvement national tibétain.

La version française peut être consultée dans son intégralité [ici](#).

La version anglaise de la tribune est disponible [ici](#).

ÉVÉNEMENTS À VENIR

• 9 AVRIL

21^{ème} sommet UE-Chine à Bruxelles et manifestation devant les institutions européennes sur le rond-point Schuman (pour de plus amples informations: <https://www.facebook.com/events/2016946441691957>)

• 11-13 AVRIL

Sommet entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale (16+1) à Dubrovnik en Croatie

• 23-26 MAI

Élections européennes



SUGGESTION DE LECTURE THE HANDSOME MONK AND OTHER STORIES, PAR TSERING DÖNDRUP

Maison d'édition : Columbia University Press

Date de publication : janvier 2019

Cliquez [ici](#) pour commander cet ouvrage.

Dans un langage épuré mais pétillant, Tsering Döndrup raconte la vie traditionnelle tibétaine. Il met en scène des lamas hypocrites, des fonctionnaires véreux, des conflits violents et des yacks fidèles. Ses personnages nomades se retrouvent dans des situations à la fois étranges et familières, satiriques mais poignantes. Les récits se déroulent dans le comté fictif de Tsezhung, où les personnages de Tsering Döndrup évoluent dans le cadre saisissant des paysages naturels du Tibet et s'acquittent de leurs tâches quotidiennes au rythme de la vie religieuse tibétaine omniprésente. Tsering Döndrup aborde des sujets brûlants : la corruption des institutions religieuses, les affronts et les injustices commis par le pouvoir chinois, la pauvreté et les fléaux sociaux que sont le jeu et l'alcoolisme, ainsi que les difficultés d'une minorité qui se bat contre vents et marées pour conserver son identité. Dans un style qui oscille entre une revisite enjouée des techniques traditionnelles de narration et l'expérimentation narrative, les récits de Tsering Döndrup rendent hommage à la résilience de la culture tibétaine.